

## LE 3ème ENJEU: LE FONCTIONNEMENT FEDERAL

Le fonctionnement fédéral repose sur 3 piliers essentiels :

- < La Commission Sportive
- < La Direction Technique Nationale et les cadres fédéraux
- < La Communication

**1 : La prochaine Commission Sportive** devra adapter quelques-unes des réglementations actuelles et en plus prendre en compte certaines spécificités de notre pratique.

< Notre objectif étant toujours d'augmenter le volume de notre pratique, il est cohérent aujourd'hui de réfléchir à la place sportive que nous devons proposer aux joueurs dits « loisirs ». Il convient d'explorer par exemple la piste consistant à savoir comment les faire évoluer vers une sorte de pratique « compétitions-loisirs ».

< De même, il est devenu très clair que le travail quotidien de la Commission Sportive impose un renforcement structurel utilisant un ou des professionnels/spécialistes. Compte tenu de nos moyens et de notre spécificité, il semble raisonnable que la Commission se tourne d'abord vers nos cadres.

< A la suite de multiples visites et concertations dans les régions, il apparaît que la « pratique corpo » a non seulement pris une place importante mais aussi se caractérise par des comportements plus ou moins différents selon les régions. Devant cette réalité il semble nécessaire de mettre en place également une communication en direction des entreprises visant à développer et à valoriser la « pratique compétitive du squash en entreprise ».

< Dans l'optique « olympique 2016 », la politique jeunes se devra d'être particulièrement audacieuse et inventive tant au niveau individuel qu'à celui du par équipes. Le squash doit aujourd'hui élargir ses bases, définir de nouveaux critères de détections, de sélections régionales et de regroupements. Des participations financières nationales, régionales croisées avec le soutien des parents devront être envisagées.

**2 : La Direction Technique Nationale** est une pièce capitale dans l'architecture des relations croisées entre Fédération-Etat-et Collectivités.

Son domaine d'activité comprend d'ailleurs également la formation. Le bilan n'est pas aujourd'hui 100% concluant. Les raisons en sont diverses.

Notre **nouveau DTN** devra être en mesure de proposer un profil incluant -une expérience certaine au niveau des contacts avec le Ministère,- un savoir faire dans le développement sportif croisé (Ligues-Comité Régionaux et départementaux-clubs) – et une parfaite maîtrise de l'élaboration des fameuses Conventions d'Objectifs si importantes pour notre sport. Cette élaboration, pour être efficace et productive, devra s'appuyer sur l'expérience et les compétences des cadres fédéraux spécialistes de notre sport.

**Le haut niveau** a rouvert les portes des médias à notre sport.

Cette option stratégique qui s'avère aujourd'hui payante a néanmoins généré beaucoup de contre vérités et de polémiques. Il est temps de rappeler le contexte.

**Le haut niveau** est aujourd'hui largement financé heureusement par l'Etat. Nos fonds propres ne permettraient pas d'engager les coûts nécessaires aux voyages et aux encadrements. Ce financement de l'État a un corollaire très simple : la **Fédération n'est pas libre** quant à l'utilisation de ces fonds qui en plus ne sont pas extensibles.

Ici aussi, pouvoir accentuer l'effort sur le haut niveau passe par l'augmentation de nos fonds propres.

**3 : La Commission Communication** devra redistribuer son budget global en tenant compte de certains fondamentaux.

**A. Un site fédéral** se doit d'être informatif et aussi neutre que possible. En aucun cas il ne peut déroger aux obligations inhérentes à la délégation de mission de service public.

Les polémiques font partie de la vie sportive, mais elles doivent se situer à l'extérieur du concept fédéral. En ce sens l'outil qu'est le site fédéral avec ses adresses et ses obligations vis-à-vis de la CNIL ne peut prendre le risque d'être détourné de la mission de la Fédération.

**B. Si la communication interne** doit être améliorée, **la communication externe** doit aujourd'hui tenir compte des nouvelles réalités médiatiques.

Avec certains élus et cadres, j'ai estimé que la Fédération se devait de soutenir **Site Squash** en octobre dernier. Il existait alors un très fort risque que le seul regard informatif sur notre sport disparaisse et ce juste l'année où nous devions accentuer notre lobbying olympique.

A un an de l'échéance il m'a paru essentiel de faire en sorte, tant au niveau de la PSA qu'à celui de la WSF, d'éviter que l'actualité du squash se résume à un écran blanc.

Il est clair que la nouvelle Commission Communication devra prendre en compte cette réalité pour le plus grand bien dans l'intérêt général.